

Convention collective

IDCC : 9852. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET DES PÉPINIÈRES
(VENDEE)**

(28 janvier 1969)

(Etendue par arrêté du 16 juin 1971,
Journal officiel du 27 juillet 1971)

■ *Journal officiel* du 5 mars 2009

**Arrêté du 20 février 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations hor-
ticoles et pépinières du département de la Vendée (n° 9852)**

NOR : AGRS0904495A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 16 juin 1971 portant extension de la convention collective de travail du 28 janvier 1969 concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de la Vendée et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 3 juillet 2007 à ladite convention ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 30 août 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 74 du 3 juillet 2007 à la convention collective de travail du 28 janvier 1969 concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de la Vendée sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, à l'exclusion des mots : « l'ordonnance du 2 août 2005 et les textes pris pour son application » figurant à l'article 10 en ce qu'il modifie le premier paragraphe de l'article 41 de la convention collective « Contrats à durée indéterminée ».

L'article 8 qui modifie les dispositions de l'article 37 « Congés spéciaux » est étendu sous réserve de l'application de l'article L. 1132-1 du code du travail.

L'article 10 qui modifie l'article 46 « Indemnités de licenciement » est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 1234-9 et R. 1234-2 du code du travail.

L'article 14 qui modifie les dispositions de l'article 60 « Indemnité de départ en retraite » est étendu sous réserve des dispositions de l'article D. 1237-1 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des affaires financières,
sociales et logistiques,*
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/34, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.